

Le dossier "déchets" est sensible sur l'île. Les problématiques multiples et les enjeux connus. Et pourtant la Corse fait face à des crises qui se répètent et des blocages. Les poubelles débordent et la méfiance des administrés se renforce. Des solutions comme des actes forts sont attendus mais les chemins à emprunter pour sortir de l'impasse restent encore à baliser. Sur l'île, c'est la carte de la solution d'appoint qui est choisie avant de pouvoir trancher sur le fond du dossier. Hier, des professionnels insulaires du déchet ont décidé de rentrer dans la partie.

Et pour décrocher un temps de parole qui ne semble guère leur avoir été accordé jusque-là, ils ont choisi de se regrouper en syndicat. Le Syprodec a ainsi été officiellement fondé dans les bureaux d'AM Environnement à Biguglia. "Notre syndicat a pour ambition de montrer ceux qui exercent un métier en toute légalité, au vu de tout le monde, et qui sont pourtant écartés des réunions avec la Collectivité de Corse ou le Cesec et ne sont pas même consultés lorsqu'il est question de débattre des orientations politiques de la Corse sur les déchets", a livré en guise d'introduction Ange Moracchini, le président d'AM environnement choisi pour porter la casquette de président du Syprodec. En 2011, un premier projet de création de syndicat avait été un temps discuté avant d'être abandonné. Face à l'urgence du sujet, il a été réactualisé sous une nouvelle version.

"Le vrai problème c'est faire reconnaître notre profession"

À la table autour de laquelle avaient

pris place des acteurs privés du recyclage des déchets et du traitement, ainsi que des transporteurs, les interrogations sont nombreuses et le constat accablant. "Il a trop de gens qui font n'importe quoi en Corse !". Des attaques qui visent directement les concurrents, nombreux sur ce marché qui nourrit les appétits. Ils évoquent alors la problématique des privés qui ne respectent pas le principe de "pollueur-payeur" comme ces volumes de déchets qui s'évanouissent dans la nature pour contourner la case tri et réaliser des économies au passage. Ils posent clairement le problème des DIB dit déchet industriel banal, ni inerte ni dangereux, générés par les entreprises.

D'une façon générale, à tour de rôle, ils ont pointé une désorganisation du circuit du déchet et des moyens existants qui ne sont pas suffisamment exploités. "Le vrai problème, c'est faire reconnaître notre profession. On a les autorisations, le savoir-faire et l'outillage pour la matière triée et valorisée mais cela ne suffit pas", a expliqué François Francisci à la tête notamment de l'entreprise Corse compostage située sur la commune d'Aghione. "Les élus partent visiter des centres de tri de partout et même en Pologne, mais certains ne sont jamais venus voir ce que nous faisons chez nous. Même lors des journées de l'environnement que nous organisons sur notre site, les élus et responsables sont peu nombreux à y participer", a ajouté Ange Moracchini, qui estime que des filières existent déjà en Corse pour recycler les déchets du BTP, le bois, les déchets dangereux, le plastique, le carton ou encore les biodéchets. Elles étaient hier représentées. Et pendant ce temps, les centres d'en-

fouissement sont vite saturés. Ces acteurs privés implantés de longue date pour certains se qualifient "d'incontournables" sur ce dossier. Pour nombre, ils le sont. L'un traite les biodéchets collectés par le Syvadeo, l'autre reçoit chaque semaine dans sa recyclerie des milliers de sacs jaunes destinés à passer sur le tapis de tri. Un autre dirigeant valorise le bois, deux autres les végétaux et enfin il y a ceux qui réceptionnent les déchets du secteur BTP. Dans des volumes toujours en dessous des attentes sur le plan environnemental mais aussi pour les chiffres d'affaires. Car au sein de ce syndicat, tous ont eu, ou ont, un projet économique à défendre. À l'instar de Pierre Piffirini et son projet de centre d'enfouissement de Ghjuncaghju/Giuncaggio dénoncé par U levanche. Le centre d'enfouissement de Viggianello était également représenté. Les projets de revalorisation thermiques ont aussi été abordés à demi-mot.

"Nous proposerons des solutions au président de l'Exécutif"

Dans ce secteur où les rivalités sont exacerbées, les acteurs veulent retrouver une visibilité à un moment clé puisque l'île doit définir un plan d'avenir et répondre à la question : que faire des déchets ultimes ? L'image des professionnels des déchets est pourtant entachée.

"Quand on parle de nous on nous traite de pollueurs, racketteurs mais si on s'arrête de travailler cela poserait problème." Rappelons que le site de François Francisci a été visé à quatre reprises par "des incendies criminels", assure-t-il. En 2017, la recyclerie à Biguglia connaissait un terrible feu qui avait engendré un risque majeur de pollution. Une plainte avait été également déposée par Ange Moracchini persuadé que l'origine était criminelle.

Estimant être des entreprises d'utilité publique, ces acteurs économiques ont choisi une nouvelle formule pour peser dans le débat mais aussi pour avancer leurs pions.

Lors d'une entrevue en décembre avec le président de l'Exécutif, un dialogue aurait été entamé. La suite ? "C'est à eux de résoudre leur problème politique, mais la question est de savoir comment aider les gens qui ont un vrai projet de valorisation. Nous irons rencontrer Gilles Simeoni pour lui faire des propositions."

Syprodec cherche à affirmer sa place dans le circuit déchets et à rester au cœur du dossier.

JULIE QUILICI-ORLANDI



Les membres du Syprodec évoquent notamment la problématique des privés qui ne respectent pas le principe de "pollueur-payeur", avec des volumes de déchets qui s'évanouissent dans la nature.

/PHOTO CM